

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE EGALITE FRATERNITE  
**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT**

**N°ST 2023\_082P**

Le Maire de Saint-Marcellin,

VU le Code de la Route,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

**VU** le Code de la Voirie Routière

**VU** le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière

**VU** le règlement de voirie communale approuvé le 17 janvier 2012, relatif à la conservation du Domaine Public ;

**VU** l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de livraisons pour le commerce AVELEC, il y a lieu de réglementer le stationnement sur la rue Pasteur

**A R R E T E**

**Article 1 :** La place de stationnement située au droit du n°8 rue Pasteur est réservée aux livraisons. Le stationnement de tout autre véhicule motorisé est interdit. Cette interdiction est matérialisée par un panneau B6a1 complété par un panneau de type M6 « sauf livraisons ».

**Article 2 :** Le non-respect de cette réglementation est passible d'une contravention de seconde classe.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 4 :** Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin  
Le 20 Juin 2023

**Le Maire,**

**Raphaël MOCELLIN**

